



Conseil de sécurité

Distr. générale
27 décembre 2001

Original: français

**Lettre datée du 27 décembre 2001, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil
de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste**

Le Comité contre le terrorisme a reçu le rapport ci-joint, présenté par le Belize en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et son annexe en tant que document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité contre le terrorisme
(Signé) Jeremy Greenstock



Annexe

[Original : anglais]

**Lettre datée du 21 décembre 2001, adressée au Président
du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution
1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste
par le Ministre Conseiller de la Mission permanente du Belize
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport établi par le Belize à l'intention du Comité contre le terrorisme en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité.

Mon gouvernement est disposé à fournir au Comité d'autres rapports ou informations selon que de besoin ou sur demande du Comité.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente note et du rapport ci-joint en tant que document du Conseil de sécurité.

Le Ministre Conseiller
(*Signé*) Janine Coye Felson

Pièce jointe

Rapport préliminaire sur la lutte contre le terrorisme établi par le Belize en application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité

1. Les réponses aux questions ci-après, qui correspondent aux paragraphes et alinéas pertinents de la résolution 1373 (2001), devaient être fournies le 27 décembre 2001 ou avant. La présentation adoptée a été mise au point par le Comité contre le terrorisme à l'intention des États Membres.

Paragraphe 1

Alinéa a) – Quelles mesures, le cas échéant, ont été prises pour empêcher et supprimer le financement des actes terroristes en plus de celles énumérées dans vos réponses aux questions sur les alinéas 1 b) à 1 d)?

Le Gouvernement du Belize a adopté une triple approche pour appliquer les résolutions du Conseil de sécurité, notamment la résolution 1373 : 1) promulguer une loi visant à donner effet aux résolutions et conventions des Nations Unies; 2) renforcer la loi sur la prévention du blanchiment d'argent en vue de geler sans délai les avoirs des terroristes et des auteurs de blanchiment d'argent; et 3) adhérer aux conventions pertinentes des Nations Unies et les ratifier.

i) À cet égard, la loi sur l'application des résolutions et conventions des Nations Unies de 2001 a été présentée à la Chambre des représentants le 7 décembre 2001. Elle crée les conditions permettant au Ministre des affaires étrangères de prendre un arrêté contenant les dispositions nécessaires pour appliquer toute résolution du Conseil de sécurité adoptée au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Elle permet également au Ministre des affaires étrangères de donner effet à toute convention des Nations Unies signée par le Belize. Tout arrêté doit être soumis à l'Assemblée et faire l'objet d'un débat.

ii) Le projet de loi portant amendement de la loi sur le blanchiment d'argent de 2001 a été présenté à la Chambre des représentants le 7 décembre 2001; il modifie la loi sur la prévention du blanchiment d'argent de 1996 en y incorporant de meilleures dispositions visant à lutter contre le terrorisme et à permettre de geler rapidement les fonds et autres avoirs financiers des terroristes et des auteurs de blanchiment d'argent.

Alinéa b) – Quelles sont les activités énumérées dans cet alinéa qui constituent des infractions dans votre pays et quelles sont les peines applicables?

Les peines applicables seront les mêmes que pour les infractions de blanchiment d'argent énumérées dans la loi sur le blanchiment d'argent (chap. 104, titre II, par. 4), qui stipule que toute personne reconnue coupable d'une infraction au titre de la loi sur la prévention du blanchiment d'argent de 1996 est passible d'une amende de 25 000 à 100 000 dollars ou d'une peine d'emprisonnement d'au moins trois ans, pouvant être portée à six ans, ou à une combinaison des deux peines.

Alinéa c) – Quelles dispositions législatives ou procédures existent dans votre pays pour le gel des comptes et avoirs détenus dans les banques et institutions financières? Il serait utile que les États donnent des exemples de mesures pertinentes qu'ils auront prises.

Voir la section 19 de la loi sur la prévention du blanchiment d'argent, qui précise les procédures suivies pour geler les comptes et avoirs détenus dans les banques et établissements financiers.

Les principaux amendements du projet de loi sur le blanchiment d'argent de 2001 sont résumés ci-après :

- i) L'autorité de supervision (le Gouverneur de la Banque centrale) serait habilité à geler immédiatement les fonds et avoirs financiers de toute personne en vue de faciliter les enquêtes, les poursuites ou les procès pour délit de blanchiment d'argent, que ce soit à Belize ou ailleurs;
- ii) Une nouvelle section 11A est spécialement introduite pour geler les fonds liés au terrorisme : l'autorité de supervision a le pouvoir de geler les fonds mais la partie lésée a le droit de saisir la Cour suprême d'un recours en annulation;
- iii) La section 23 de la loi, qui porte sur la coopération internationale pour la lutte contre les infractions de blanchiment d'argent, fait l'objet d'amendements qui visent à supprimer l'alinéa 6 qui stipule que « l'assistance mentionnée dans la présente section n'est fournie qu'aux pays avec lesquels le Belize a conclu des accords bilatéraux ou multilatéraux d'entraide judiciaire »;
- iv) Dans le contexte de la coopération internationale, l'autorité de supervision est habilitée à prendre toutes mesures nécessaires, y compris le gel des avoirs, pour donner effet à une décision ou à une recommandation du Conseil de sécurité;
- v) La portée de la première annexe à la loi, qui contient une liste des activités entrant dans le champ d'application de la loi sur la prévention du blanchiment d'argent, a été élargie aux services financiers, juridiques et comptables internationaux.

Alinéa d) – Quelles sont les mesures mises en place pour interdire les activités énumérées dans cet alinéa?

Voir la section 20 de la loi, qui porte sur la saisie des biens, des produits et des instruments d'une infraction ou y relatifs.

Au titre de la section 13 de la loi, les établissements financiers sont tenus de notifier toute transaction commerciale suspecte.

En outre, l'autorité de supervision de la Banque centrale a fait distribuer des listes des personnes et organisations soupçonnées d'avoir partie liée avec le terrorisme aux établissements financiers, y compris les spécialistes des opérations offshore, leur demandant de vérifier leur base de données sur leur clientèle et de tenir la Banque centrale informée de toute opération éventuelle effectuée par l'une quelconque des personnes visées. On encourage actuellement les établissements financiers à adopter de nouvelles mesures conformes aux normes internationales pour lutter contre le terrorisme.

Paragraphe 2

Alinéa a) – Quelles mesures législatives ou autres avez-vous mises en place pour donner effet à cet alinéa? En particulier, quelles sont les sanctions pénales prévues dans votre pays pour réprimer i) le recrutement de membres de groupes terroristes; et ii) l'approvisionnement en armes des terroristes? Quelles autres mesures avez-vous prises pour empêcher ces activités?

La Brigade spéciale de la police du Belize a pour mandat de recueillir des renseignements et de suivre les groupes terroristes et subversifs.

Au titre de la loi sur les armes à feu, toute personne qui détient une arme à feu sans un permis de port d'armes commet une infraction. De même, au titre du Règlement de la douane, toute personne qui ne déclare pas des marchandises peut être condamnée à payer jusqu'à trois fois la valeur de ces marchandises.

Alinéa b) – Quelles autres mesures prenez-vous pour empêcher que des actes de terrorisme ne soient commis et, en particulier, quels mécanismes d'alerte rapide avez-vous mis en place pour pouvoir échanger des renseignements avec d'autres États?

La police du Belize a mis en place le Joint Intelligence Coordinating Center (JICC) qui est chargé du renseignement et qui recueille toutes les informations concernant les questions pénales auprès des organismes publics. Le JICC abrite également le bureau d'Interpol qui établit la liste la plus récente et actualisée des personnes recherchées. Cette information est ensuite diffusée auprès des organismes compétents, notamment aux points d'entrée dans le pays. Le JICC échange également des informations avec les homologues étrangers. Il entretient aussi des relations étroites avec le bureau de la Drug Enforcement Agency (DEA) des États-Unis d'Amérique à Belize en ce qui concerne les demandes provenant de l'extérieur et le renseignement.

Alinéa c) – Existe-t-il des lois ou des procédures interdisant de donner asile aux terroristes – par exemple, des lois visant à exclure ou à expulser les types de personnes visées à cet alinéa? Il serait utile que les États donnent des exemples des mesures prises à cet égard.

Si le service de la police du Belize chargé de l'identification et du renseignement est notifié dans un délai raisonnable, il peut mettre à jour sa liste de contrôle aux points d'entrée afin d'empêcher toute personne indésirable d'entrer dans le pays.

Si la personne visée est entrée dans le pays en vertu de la loi sur l'immigration et que son identité a été confirmée, elle peut être extradée.

À l'heure actuelle, la loi sur l'immigration ne mentionne pas expressément le terrorisme. Toutefois, elle prévoit des procédures au titre desquelles toute personne qui, de l'avis du Ministre, constitue une menace pour la sécurité du Belize peut être immédiatement expulsée ou se voir refuser l'entrée dans le pays par un agent d'immigration. Lorsque la personne concernée a obtenu la nationalité belizienne, le Ministre peut, en vertu de la loi, la lui retirer au motif que cette nationalité a été accordée par erreur ou sous un faux prétexte.

Alinéa d) – Existe-t-il des lois ou des procédures empêchant que des terroristes n'utilisent votre territoire pour commettre des actes de terrorisme contre d'autres États ou contre les citoyens de ces États? Il serait utile que les États donnent des exemples de mesures prises à cette fin.

Toute personne identifiée comme étant un terroriste ou ayant participé à des activités terroristes peut être extradée au titre de la loi sur l'extradition et ses avoirs peuvent être saisis au titre de la loi sur la prévention du blanchiment d'argent.

Alinéa e) – Quelles mesures avez-vous prises pour que les actes de terrorisme soient érigés en infractions graves et pour que la peine infligée soit à la mesure de la gravité de ces actes? Veuillez donner des exemples de condamnations obtenues et des peines prononcées.

La loi sur la répression des actes terroristes, qui vise à ériger en infraction tout acte de terrorisme, est actuellement en vigueur.

Alinéa f) – Quels procédures et mécanismes avez-vous mis en place pour aider les autres États? Veuillez donner des détails sur la manière dont ces procédures et mécanismes ont été utilisés dans la pratique.

Au titre du chapitre 112 de la loi sur l'extradition du Belize, toute personne qui commet une infraction relevant de la loi sur le terrorisme peut être extradée.

En janvier 2002, le Belize a ratifié le Traité d'entraide en matière pénale avec les États-Unis d'Amérique, qui prévoit l'échange d'informations et de documents ainsi que le gel et la saisie d'avoirs. Les États-Unis n'ont pas encore ratifié le Traité. Toutefois, la loi sur la prévention du blanchiment d'argent permet de procéder à un échange d'informations et de fournir une aide en dérogeant à l'obligation de le faire uniquement au titre des traités d'entraide judiciaire.

Alinéa g) – Comment les contrôles effectués aux frontières de votre pays empêchent-ils le mouvement des terroristes? Quelles procédures appliquez-vous à cette fin pour la délivrance de documents d'identité et de documents de voyage? Quelles mesures avez-vous prises pour en empêcher la contrefaçon, etc., de ces documents?

Les forces de défense et la police du Belize effectuent des patrouilles aux principaux points de passage aux frontières, en particulier à la frontière entre le Belize et le Guatemala. À cet égard, la police, les forces de défense, la douane et les services d'immigration mènent des opérations conjointes le long des frontières et dans les eaux territoriales en vue de réprimer les infractions relevant de leurs compétences respectives.

Les points d'entrée dans le pays n'étant pas encore équipés d'ordinateurs, les services d'immigration effectuent les contrôles à l'entrée et à la sortie manuellement. Toutefois, de nombreux agents ont été formés pour identifier les faux documents; des faux passeports sont ainsi détectés, de temps à autre, à la frontière ouest du Belize. Par ailleurs, les points d'entrée sont équipés de lampes à rayons ultraviolets dont les agents peuvent se servir lorsqu'ils ont des doutes sur un document, en particulier lorsque le document en question (par exemple le passeport) est doté d'un système de sécurité qui peut être détecté grâce à ce mécanisme.

Paragraphe 3

Alinéa a) – Quelles mesures avez-vous prises pour intensifier et accélérer l'échange d'informations opérationnelles dans les domaines visés à cet alinéa?

(Voir les réponses données à l'alinéa c) ci-dessous.)

Alinéa b) – Quelles mesures avez-vous prises pour échanger des renseignements et coopérer dans les domaines visés à cet alinéa?

Le Belize procède officiellement et officieusement à un échange d'informations en matière pénale. Officiellement, il répond, en vertu de la loi sur la prévention du blanchiment d'argent et du Code de conduite des établissements de services financiers internationaux, aux demandes adressées par l'intermédiaire du Bureau du Procureur général. Officieusement, il échange des renseignements avec plusieurs institutions étrangères, notamment la Drug Enforcement Agency (DEA) des États-Unis.

Alinéa c) – Quelles mesures avez-vous prises pour coopérer dans les domaines visés à cet alinéa?

Le Belize est actuellement lié aux États-Unis par un traité bilatéral d'entraide judiciaire. Le traité prévoit notamment le transfert des détenus, la transmission de documents, la perquisition et la saisie de biens, etc.

Le Belize est signataire du Plan centraméricain de coopération totale pour prévenir et combattre le terrorisme et les activités connexes.

Le Belize oeuvre avec les pays des Caraïbes à l'adoption de traités bilatéraux et multilatéraux de lutte contre le terrorisme et les activités connexes.

Alinéa d) – Quelles sont les intentions de votre gouvernement en ce qui concerne la signature ou la ratification des conventions et protocoles visés à cet alinéa?

Comme indiqué au paragraphe 1, le Gouvernement du Belize adhérera aux conventions pertinentes des Nations Unies.

Alinéa e) – Donner tout renseignement pertinent sur l'application des conventions, protocoles et résolutions visés à cet alinéa.

Le Belize a signé ou ratifié les conventions spécialisées ci-après qui constituent le cadre juridique international pour la lutte contre le terrorisme :

- a) Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme (1999);
- b) Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques (1973);
- c) Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif (1998);
- d) Convention sur le marquage des explosifs plastiques aux fins de détection (1991);

- e) Protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéronefs servant à l'aviation civile internationale (1988);
- f) Convention de La Haye pour la répression de la capture illicite d'aéronefs (1970);
- g) Convention de Tokyo relative aux infractions et à certains autres actes survenus à bord des aéronefs (1963);
- h) Convention sur la protection physique des matières nucléaires (1979);
- i) Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile (1971).

En outre, le Gouvernement a approuvé la signature ou la ratification des trois autres conventions constituant le cadre international :

- j) Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de la navigation maritime (1988);
- k) Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental (1988);
- l) Convention internationale contre la prise d'otages (1979).

Alinéa f) – Quels lois, procédures et mécanismes avez-vous mis en place pour vous assurer que les demandeurs d'asile n'ont pas participé à des activités terroristes avant de leur octroyer le statut de réfugié? Veuillez citer des exemples à ce sujet.

La loi sur les réfugiés de 1991 prévoit la mise en place d'un comité chargé de déterminer si telle ou telle personne peut être reconnue comme étant un réfugié à Belize. Depuis 1998, aucune nouvelle demande de statut de réfugié n'a été traitée. Au titre de la loi en vigueur, tout demandeur du statut de réfugié doit faire l'objet d'une enquête de sécurité avant de bénéficier de ce statut au Belize.

Toute personne demandant le statut de réfugié au Belize doit s'adresser à Help for Progress, une organisation non gouvernementale locale à laquelle le HCR a confié la responsabilité d'assurer la liaison depuis le rétablissement de la paix et de la stabilité en Amérique centrale et le retrait du HCR du Belize. Les personnes que Help for Progress oriente vers le Département de l'immigration bénéficient d'une aide en vue d'obtenir le statut juridique approprié; il leur est conseillé de demander le statut de résident ou la nationalité lorsqu'elles satisfont à toutes les conditions au regard de la loi. Toute personne qui acquiert la nationalité bélizienne doit faire l'objet d'un contrôle de sécurité/Interpol effectué par la Brigade spéciale de la police.

Alinéa g) – Quelles procédures avez-vous mis en place pour empêcher que les terroristes ne détournent à leur profit le statut de réfugié? Veuillez donner des détails sur les lois ou les procédures administratives qui empêchent que la revendication de motivations politiques ne soit considérée comme pouvant justifier le rejet de demandes d'extradition de terroristes présumés. Veuillez citer les cas pertinents.

Comme il a été indiqué plus haut, du fait du rétablissement de la paix en Amérique centrale, aucune demande de statut de réfugié n'a été traitée depuis 1998.

Assistance du Comité contre le terrorisme

Les organismes de répression du Belize ont besoin d'une assistance sous forme de services techniques et consultatifs en vue de mieux prévenir et prouver les infractions de conspiration et de complicité.



Attachment 1

Money Laundering (Prevention)

[CAP. 104]

CHAPTER 104

MONEY LAUNDERING (PREVENTION)

ARRANGEMENT OF SECTIONS

PART I

Preliminary

1. Short title.
2. Interpretation.

PART II

Money Laundering Prohibited

3. Offence of money laundering.
4. Offence committed by a body of persons.
5. Attempts; aiding and abetting; conspiracy.
6. Penalty for money laundering.
7. Tipping-off.
8. Falsification, concealment, etc., of documents.
9. Jurisdiction.

PART III

CAP. 104]

Money Laundering (Prevention)

Anti-Money Laundering Supervision

10. Appointment of Supervisory Authority.
11. Powers of Supervisory Authority.
12. Obligations of financial institutions.
13. Reporting of suspicious business transactions by financial institutions.
14. Supervisory Authority's power to obtain search warrant.
15. Property tracking and monitoring orders.
16. Mandatory injunction to enforce compliance.
17. Other measures to avoid money laundering.
18. Currency reporting when leaving Belize.

PART IV

Freezing and Forfeiture of Assets in Relation to Money Laundering

19. Freezing of property.
20. Forfeiture of property, proceeds or instrumentalities.
21. Rights of *bona fide* third parties.
22. Limitations, on freezing and forfeiture of property.

PART V

International Cooperation

23. Assistance to foreign countries.

PART VI

Miscellaneous

24. Money laundering an offence for extradition purposes.
25. Secrecy obligations overridden.
26. Disclosure protected.
27. Prosecution of offences.
28. Limitation of proceedings.
29. Regulations.
30. Commencement.

FIRST SCHEDULE

SECOND SCHEDULE

CHAPTER 104

12 of 1996.
Commencement
[1. 8. 1996]
S.I. 104 of 1996.

MONEY LAUNDERING (PREVENTION)

[*26th July, 1996*]

PART I

Preliminary

- Short title. 1. This Act may be cited as the Money Laundering (Prevention) Act.
- Interpretation. 2.(1) In this Act, unless the context otherwise requires-
- “business transaction” means any arrangement, including opening an account, between two or more persons where the purpose of the arrangement is to facilitate a transaction between the persons concerned and includes any related transaction between any of the persons concerned and another person;
- “business transaction record” includes where relevant to a business transaction -
- (a) the identification of all the persons party to that transaction;
 - (b) a description of that transaction sufficient to identify its purpose and method of execution;
 - (c) the details of any account used for that transaction, including bank, branch and sort code; and
 - (d) the total value of that transaction;
- “competent authority” means the Director of Public Prosecutions, and

includes any person authorized by him in that behalf;

“financial institution” means any person whose regular occupation or business is, for the account of that person, the carrying on of -

- (a) any activity listed in the First Schedule to this Act; First schedule.
- (b) any other activity defined by the Minister of Finance as such by an Order published in the *Gazette* amending the First Schedule to this Act; First schedule.

“freezing” means temporarily prohibiting the transfer, conversion, disposition or movement of property or temporarily assuming custody or control of property on the basis of an order issued by a court or other competent authority;

“forfeiture” means the permanent deprivation of property by Order of a court or other competent authority;

“identification record” means -

- (a) where the person is a corporate body, the details -
 - (i) of the certificate of incorporation, such certificate to be notarized where the corporate body is incorporated outside of Belize;
 - (ii) of the most recent annual return of the corporate body filed at the General Registry, such return to be notarized where the corporate body is incorporated outside of Belize;
 - (iii) of any officer of the corporation as required in paragraph (b) of this definition;

CAP. 104]

Money Laundering (Prevention)

- (b) otherwise, sufficient documentary evidence to prove to the satisfaction of a financial institution that the person is who that person claims to be,

and, for these purposes, "person" shall include any person who is a nominee, agent, beneficiary or principal in relation to a business transaction;

"instrumentality" means something that is used, or intended for use, in any manner in the commission of a money laundering offence;

"Minister" means the Minister responsible for legal affairs, unless specifically provided otherwise;

"money laundering" means -

- (a) engaging, directly or indirectly, in a transaction that involves property that is the proceeds of crime, knowing or having reasonable grounds for believing the same to be the proceeds of crime; or

- (b) receiving, possessing, managing, investing, concealing, disguising, disposing of or bringing into Belize any property that is the proceeds of crime, knowing or having reasonable grounds for believing the same to be the proceeds of crime;

"person" means any entity, natural or juridical, including among others, a corporation, partnership, trust or estate, joint stock company, association, syndicate, joint venture, or other unincorporated organisation or group, capable of acquiring rights or entering into obligations;

Second Schedule.

"prescribed offence" means an offence for the time being listed in the Second Schedule to this Act;

"proceeds of crime" means any property derived or obtained, directly or

*Money Laundering (Prevention)***[CAP. 104]**

indirectly, through the commission of a prescribed offence, whether committed in Belize or elsewhere; and shall include any property which is knowingly mingled with property that is so derived or obtained;

“property” includes money, investments, holdings, possessions, assets and all other property real or personal, heritable or moveable, including things in action and other intangible or incorporeal property wherever situate (whether in Belize or elsewhere) and includes any interest in such property;

“Supervisory Authority” means the Governor, for the time being, of the Central Bank of Belize, and includes any person authorized by him in writing in that behalf.

(2) The Minister may from time to time by Order published in the *Gazette* amend the Second Schedule to this Act.

Second
Schedule.

(3) Knowledge, intent, purpose, belief or suspicion required as an element of any offence under this Act may be inferred from objective, factual circumstances.

PART II

Money Laundering Prohibited

3. A person who, after the commencement of this Act, engages in money laundering is guilty of an offence.

Offence of
money
laundering.

4. Where an offence under the provisions of section 3 is committed by a body of persons, whether corporate or unincorporate, every person who, at the time of the commission of the offence, acted in an official capacity for or on behalf of such body of persons, whether as director, manager, secretary or other similar officer, or was purporting to act in such capacity, shall be guilty of that offence, unless he adduces evidence to show that the offence was committed without his knowledge, consent or connivance.

Offence
committed by a
body of persons.

CAP. 104]*Money Laundering (Prevention)*

Attempts; aiding and abetting; conspiracy.	5. Any person who attempts or who aids, abets, counsels, or procures the commission of, or who conspires to commit, the offence of money laundering is guilty of an offence.
Penalty for money laundering.	6. A person guilty of an offence under the provisions of section 3, 4 or 5 of this Act shall be punishable on conviction with a fine which shall not be less than twenty-five thousand dollars but which may extend to one hundred thousand dollars, or with imprisonment for a term which shall not be less than three years but which may extend to six years, or with both such fine and term of imprisonment.
Tipping-off.	<p>7.-(1) It is an offence for a person who knows or suspects that an investigation into money laundering has been, is being, or is about to be, made to divulge that fact or other information to another whereby the investigation is likely to be prejudiced.</p> <p>(2) A person guilty of an offence under subsection (1) above shall be liable on conviction to a fine not exceeding fifty thousand dollars, or to imprisonment for a term not exceeding three years, or to both such fine and term of imprisonment.</p>
Falsification, concealment, etc., of documents.	<p>8.-(1) It is an offence for a person to falsify, conceal, destroy or otherwise dispose of or cause or permit the falsification, concealment, destruction or disposal of any document or material which is or likely to be relevant to an investigation into money laundering or to any order made in accordance with the provisions of this Act.</p> <p>(2) A person guilty of an offence under subsection (1) above shall be liable on conviction to a fine not exceeding one hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding five years, or to both such fine and term of imprisonment.</p>
Jurisdiction.	9. Notwithstanding anything to the contrary contained in any other law, the offences created by this Act shall be investigated, tried, judged and

sentenced by a court in Belize regardless of whether or not the prescribed offence occurred in Belize or in another territorial jurisdiction, but without prejudice to extradition when applicable in accordance with the law.

PART III

Anti-Money Laundering Supervision

10. The functions of the Supervisory Authority as provided in this Act shall be carried out by the Governor, for the time being, of the Central Bank of Belize or by any person authorized by him in writing in that behalf.

Appointment of
Supervisory
Authority.

11. The Supervisory Authority -

- (a) shall receive the reports issued by the financial institutions pursuant to the provisions of section 13 (2);
- (b) shall send any such report to the law enforcement authorities if, having considered the report, the Supervisory Authority also has reasonable grounds to believe that a money laundering offence is being, has been or is about to be committed;
- (c) or a person authorised by the Supervisory Authority for such a purpose, may, if there are reasonable grounds for believing that a contravention or breach of this Act may have occurred; enter into the premises of any financial institution during normal working hours to inspect any business transaction record kept by that financial institution pursuant to the provisions of section 12 (a) and ask any questions relevant to such record and make any notes or take any copies of the whole or any part of any such record;
- (d) shall send to the law enforcement authorities any information derived from an inspection carried out pursuant to the

Powers of the
Supervisory
Authority.

CAP. 104]*Money Laundering (Prevention)*

provisions of paragraph (c) of this section if it gives the Supervisory Authority reasonable grounds to believe that a money laundering offence is being, has been, or is about to be committed;

- (e) shall destroy any note or copy thereof made or taken pursuant to the provisions of paragraph (c) of this section within three years of the inspection save where any such note or copy has been sent to a law enforcement authority;
- (f) may instruct any financial institution to take such steps as may be appropriate to facilitate any investigation anticipated by the Supervisory Authority following a report or investigation made under the provisions of this section;
- (g) may compile statistics and records, provide information to law enforcement agencies and regulatory bodies within or without Belize in accordance with Part V of this Act, make recommendations arising out of any information received, issue guidelines to financial institutions and advise the Minister of Finance and the Attorney General with regard to any matter relating to money laundering;
- (h) shall create training requirements and provide such training for any financial institution in respect of the business transaction record-keeping and reporting obligations as provided in paragraph (a) of section 12, and subsection (2) of section 13, respectively.

Obligations of
financial
institutions.

12. A financial institution shall -

- (a) keep a business transaction record of any business transaction for a period of five years after the termination of the business transaction so recorded;

*Money Laundering (Prevention)***[CAP. 104]**

- (b) comply with any instruction issued to it by the Supervisory Authority pursuant to section 11 (f);
- (c) permit any member of the Supervisory Authority upon request to enter into any premises of the financial institution during normal working hours and inspect the records kept pursuant to the provisions of paragraph (a) of this section and make any notes or take any copies of the whole or any part of any such record and shall answer any questions of the Supervisory Authority in relation to such records;
- (d) comply with the guidelines and training requirements issued and provided by the Supervisory Authority respectively in accordance with paragraph (g) or (h) of section 11.

13.-(1) Financial institutions shall pay special attention to all complex, unusual or large business transactions, or unusual patterns of transactions whether completed or not, and to all unusual patterns of transactions, and to insignificant but periodic transactions, which have no apparent economic or lawful purpose.

Reporting of
suspicious
business
transactions by
financial
institutions.

(2) Upon reasonable suspicion that the transactions described in subsection (1) above could constitute or be related to money laundering, a financial institution shall promptly report the suspicious transactions to the Supervisory Authority.

(3) Financial institutions shall not notify any person, other than a court, competent authority or other person authorized by law, that information has been requested by or furnished to a court or the Supervisory Authority.

(4) When the report referred to in subsection (2) above is made in good faith, the financial institutions and their employees, staff, directors, owners or other representatives as authorised by law, shall be exempted

CAP. 104]*Money Laundering (Prevention)*

from criminal, civil and/or administrative liability, as the case may be, for complying with this section or for breach of any restriction on disclosure of information imposed by contract or by any legislative, regulatory or administrative provision, regardless of the result of the communication.

(5) A criminal offence is committed by a financial institution or its employees, staff, directors, owners or other authorised representatives who, acting as such, wilfully fail to comply with the obligations in this section, or who wilfully make a false or falsified report referred to above.

(6) Without prejudice to criminal and/or civil liabilities for offences connected to money laundering, a financial institution ,and its employees that fail to comply with the requirements of this section shall be liable on conviction to a fine not exceeding fifty thousand dollars and in addition the licence of such financial institution to operate as such may be suspended or revoked by the Supervisory Authority.

(7) The question whether a reasonable suspicion for the purpose of subsection (2) of this section has been formed shall be determined objectively having regard to all the facts and surrounding circumstances.

Supervisory Authority's power to obtain search warrant.

14. The Supervisory Authority or a law enforcement agency, upon application to a Judge of the Supreme Court and satisfying him that there are reasonable grounds to believe that -

- (a) a financial institution has failed to keep a business transaction record as provided by the provisions of section 12 (a);
- (b) a financial institution has failed to report any business transaction as provided by the provisions of section 13 (2); or
- (c) an officer or employee of a financial institution is committing, has committed or is about to commit a money laundering offence,

may obtain a warrant to enter any premises belonging to, in the possession or under the control of the financial institution or any officer or employee of such institution and to search the premises and remove any document, material or other thing therein for the purposes of the Supervisory Authority or law enforcement agency as ordered by the Judge and specified in the warrant.

15. The Supervisory Authority or law enforcement agency, upon application to a Judge of the Supreme Court and satisfying him that there are reasonable grounds for believing that a person is committing, has committed or is about to commit a money laundering offence or for the purpose of determining whether any property belongs to, or is in the possession or under the control of any person, may obtain an order:-

Property tracking and monitoring orders.

- (a) that any document relevant to-
 - (i) identifying, locating or quantifying any property; or
 - (ii) identifying or locating any document necessary for the transfer of any property,

belonging to, or in the possession or under the control of that person be delivered forthwith to the Supervisory Authority or law enforcement agency;

- (b) that a financial institution forthwith produce to the Supervisory Authority or law enforcement agency all information obtained by the institution about any business transaction conducted by or for that person with the institution during such period before or after the date of the order as the Judge directs.

16.-(1)The Supervisory Authority, upon application to a Judge of the Supreme Court and satisfying him that a financial institution has failed without reasonable excuse to comply in whole or in part with any obligation as provided in paragraph (a), (b), (c) and (d) of section 12 and subsection (2) of section 13, may obtain a mandatory injunction against any or all of the

Mandatory injunction to enforce compliance.

CAP. 104]

Money Laundering (Prevention)

officers or employees of that financial institution in such terms as the Court deems necessary to enforce compliance with such obligation.

(2) In granting an injunction pursuant to subsection (1) of this section, the Court may order that should the financial institution or any officer or employee of that institution fail without reasonable excuse to comply with all or any of the provisions of that injunction, such financial institution, officer or employee shall pay a financial penalty in the sum and in the manner directed by the Court.

Other measures to avoid money laundering.

17. A person who has been convicted of a prescribed offence (whether in Belize or elsewhere) or of an offence under this Act, may not be eligible or licensed to carry on the business of a financial institution.

Currency reporting when leaving Belize.

18. A person who leaves Belize with more than twenty thousand dollars in cash or negotiable bearer instruments (in Belize currency or equivalent foreign currency) without first having reported the fact to the Supervisory Authority, shall commit an offence under this Act and shall be liable on conviction to a fine not exceeding ten thousand dollars.

PART IV

Freezing and Forfeiture of Assets in Relation to Money Laundering

Restraint order.

19.-(1)Where a person has been charged or is about to be charged with a money laundering offence, the competent authority may make an application to the Supreme Court in accordance with subsection (2) for the freezing of the property of, or in the possession or under the control of that person, which is alleged to be the proceeds of crime, wherever such property may be.

(2) An application made under subsection (1), for a restraint order under subsection (3) in respect of any property may be made on an *ex*

*Money Laundering (Prevention)***[CAP. 104]**

parte application to a Judge in Chambers and shall be accompanied by an affidavit sworn on the information and belief of the competent authority or any other person deposing to the following matters, namely:-

- (a) the offence or matter under investigation;
- (b) the person who is believed to be in possession of the property;
- (c) the grounds for the belief that an order of forfeiture may be made under this Act; and
- (d) a description of the property.

(3) Where an application for a restraint order is made to a Judge under subsection (1), the Judge may, if satisfied that there are reasonable grounds to believe that there exists any property in respect of which an order of forfeiture may be made under this Act, make an order-

- (a) prohibiting any person from disposing of, or otherwise dealing with, any interest in the property specified in the order otherwise than in such manner as may be specified in the order; and
- (b) at the request of the competent authority, where the Judge is of the opinion that the circumstances so require,
 - (i) appointing a person to take control of and to manage or otherwise deal with all or part of that property in accordance with the directions of the Judge; and
 - (ii) requiring any person having possession of that property to give possession of the property to the

CAP. 104]

Money Laundering (Prevention)

person appointed under subparagraph (i).

(4) The Court or Judge in making an order under subsection (3) may give directions as to the disposal of that property for the purpose of -

- (a) determining any dispute as to the ownership of the property or any part thereof;
- (b) its proper administration during the period of freezing;
- (c) the payment of moneys to that person for the reasonable subsistence of that person and his family;
- (d) meeting the reasonable business and legal expenses of the person referred to in subsection (1); and
- (e) permitting the use of the property in order to enter into a recognizance required of that person by a court.

(5) For the purpose of determining the reasonableness of business and legal expenses referred to in subsection (4) (d), a Judge may hold a hearing in chambers.

(6) Before making an order under subsection (3), the Judge may require the competent authority to give such undertakings as the Judge considers appropriate with respect to the payment of damages or costs, or both, in relation to the making and execution of the order.

(7) An order made under subsection (3) shall provide for notice to be given to persons affected by the order in such manner as the Judge directs or as may be prescribed by rules of court.

(8) A copy of the order made under subsection (3) shall be filed in the Registry of the Supreme Court against any property affected by the

order.

(9) An order made under the provisions of this section shall cease to have effect at the end of the period of forty-eight hours following the hour the order was made if the person against whom such order was made has not been charged with a money laundering offence within that time.

(10) Any person to whom notice of an order made under subsection (3) is given in accordance with this section and who, while the order is in force, acts in contravention of or fails to comply with the order is, without prejudice to any other remedy provided at law, guilty of an offence punishable on summary conviction to imprisonment for a term not exceeding two years.

20.-(1) When a person is convicted of a money laundering offence, the Court shall order that the property, proceeds or instrumentalities derived from or connected or related to such an offence be forfeited and disposed of in such manner as the Minister may direct.

Forfeiture of
property,
proceeds or
instrumentalities.

(2) When, as a result of any act or omission of the person convicted, any of the property, proceeds or instrumentalities described in subsection (1) above cannot be forfeited, the Court shall order the forfeiture of any other property of the person convicted, for an equivalent value, or shall order the person convicted to pay a fine of such value.

(3) In determining whether or not any property is derived from or connected or related to a money laundering offence the Court shall apply the standard of proof required in civil proceedings.

(4) In making a forfeiture order the Court may give directions for the purpose of determining any dispute as to the ownership of the property or any part thereof.

(5) For the purpose of this Act, the Court may infer that property

CAP. 104]***Money Laundering (Prevention)***

was obtained or derived as a result of the commission of a money laundering offence where evidence established that the value, after the commission of that offence, of all the property of the person alleged to have committed the offence exceeds the value of all the property of that person before the commission of that offence and the Court is satisfied that the income of that person from his legitimate sources as disclosed by him to the Court pursuant to subsection (6) cannot reasonably account for such an increase in value.

(6) A person convicted or absolutely or conditionally discharged of a money laundering offence may be summoned to appear before the Court at the instance of the competent authority and to give information as to his legitimate sources of income.

Rights of *bona fide* third parties.

21.-(1) The measures and sanctions referred to in sections 19 and 20 shall apply without prejudice to the rights of *bona fide* third parties.

(2) Proper notifications shall be made so that all those claiming legitimate legal interest in property, proceeds or instrumentalities may appear in support of their claims.

(3) A third party's lack of good faith may be inferred, at the discretion of the court or other competent authority, from the objective circumstances of the case.

(4) The Court or other competent authority shall return the property, proceeds or instrumentalities to the claimant, when it has been demonstrated to its satisfaction that:-

- (a) the claimant has a legitimate legal interest in the property, proceeds or instrumentalities;
- (b) no participation, collusion or involvement with respect to the money laundering offence which is the subject of

*Money Laundering (Prevention)***[CAP. 104]**

the proceedings can be imputed to the claimant;

- (c) the claimant lacked knowledge and was not intentionally ignorant of the illegal use of the property, proceeds or instrumentalities or if he had knowledge, did not freely consent to its illegal use;
- (d) the claimant did not acquire any right in the property, proceeds or instrumentalities from a person proceeded against under circumstances that give rise to a reasonable inference that any right was transferred for the purpose of avoiding the eventual subsequent forfeiture of the property, proceeds or instrumentalities, and
- (e) the claimant did all that could reasonably be expected to prevent the illegal use of the property, proceeds or instrumentalities.

22. The provisions of sections 19 and 20 shall only apply to property coming into the possession or under the control of a person after the coming into force of this Act.

Limitations on freezing or forfeiture of property.

PART V

International Cooperation

23.-(1) The Court or other competent authority shall cooperate with the Court or other competent authority of another State, taking the appropriate measures to provide assistance in matters concerning money laundering offences, in accordance with this Act, and within the limits of their respective legal systems.

Assistance to foreign countries.

(2) The Court or other competent authority may receive a request

CAP. 104]

Money Laundering (Prevention)

from the Court or other competent authority of another State to identify, trace, freeze, seize or forfeit the property, proceeds, or instrumentalities connected to money laundering offences, and may take appropriate actions, including those contained in sections 19 and 20 of this Act.

(3) A final judicial order of judgment that provides for the forfeiture of property, proceeds or instrumentalities connected to money laundering offences, issued by a Court or other competent authority of another State, may be recognised as evidence that the property, proceeds or instrumentalities referred to by such order or judgment may be subject to forfeiture in accordance with the law.

(4) The Court or other competent authority may receive and take appropriate measures with respect to a request from a Court or other competent authority from another State, for assistance related to a civil, criminal, or administrative investigation, prosecution or proceedings, as the case may be, involving money laundering offences, or violations of any provision of this Act. Such assistance may include providing original or certified copies of relevant documents and records, including those of financial institutions and government agencies, obtaining testimony in the requested States; facilitating the voluntary presence or availability in the requesting State of persons, including those in custody, to give testimony, locating or identifying persons, service of documents; examining objects and places; executing searches and seizures; providing information and evidentiary items, and provisional measures.

(5) Any provisions referring to bank secrecy or confidentiality shall not be an impediment to compliance with this section, when the information is requested by or shared with the Court or other competent authority.

(6) Assistance referred to in this section shall be provided only to those countries with whom Belize has entered into mutual assistance treaties on a bilateral or multilateral basis, and all such assistance shall be subject to the terms of such treaties.

PART VI

Miscellaneous

24. Money laundering is an offence for the purpose of any law relating to extradition or the rendition of fugitive offenders.
25. Subject to the provisions of the Belize Constitution, the provisions of this Act shall have effect notwithstanding any obligation as to secrecy or other restriction upon the disclosure of information imposed by any law or otherwise.
26. It shall not be unlawful for any person to make any disclosure in compliance with this Act.
- 27.-
(1) No prosecution in respect of any offence committed under this Act or the Regulations made thereunder shall be instituted except by, or with the consent in writing of, the Director of Public Prosecutions.
- (2) All offences under this Act shall be tried summarily without the consent of the accused unless otherwise directed by the Director of Public Prosecutions.
28. All prosecutions, actions, suits or other proceedings brought for any offence, or for the recovery of any fines, penalties or forfeitures, under this Act or the Regulations made thereunder, shall be brought within five years next after the date the offence was committed or the cause of action accrued.
- 29.-
(1) The Minister may make Regulations for the better carrying out of the provisions of this Act and for prescribing anything that needs to be prescribed.
- (2) All Regulations made under subsection (1) shall be subject to negative resolution.

Money laundering an offence for extradition purposes.
Secrecy obligations overridden.
CAP. 4.

Disclosure protected.

Prosecution of offences.

Limitation of proceedings.

Regulations.

CAP. 104]

Money Laundering (Prevention)

Commencement.

30. This Act shall come into force on a day to be appointed by the Minister by Order published in the *Gazette*.

FIRST SCHEDULE
[Section 2]

Activities of financial institutions

- CAP. 263. 1. “Banking business” and “financial business” as defined in the Banks and Financial Institutions Act, and in the Schedule to that Act;
- CAP. 267. 2. “Offshore banking business” as defined in the Offshore Banking Act;
3. Venture risk capital;
4. Money transmission services;
5. Issuing and administering means of payments (e.g. credit cards, travellers’ cheques and bankers’ drafts);
6. Guarantees and commitments;
7. Trading for own account or for account of customers in:-
- (a) money market instruments (e.g., cheques, bills, certificates of deposits, commercial paper, etc.);
- (b) foreign exchange;
- (c) financial and commodity-based derivative instruments (e.g., futures, options, interest rate and foreign exchange instruments, etc.);

Money Laundering (Prevention)

[CAP. 104]

-
- (d) transferable or negotiable instruments;
8. Money broking;
 9. Money lending and pawning;
 10. Money exchange (e.g., casa de cambio);
 11. Insurance business;
 12. Real property business;
 13. Credit unions;
 14. Building societies;
 15. Trust business;
 16. Safe custody services.

CAP. 104]

Money Laundering (Prevention)

SECOND SCHEDULE
[Section 2]

Prescribed offences

Blackmail

Counterfeiting

Drug Trafficking and related offences

Extortion

False accounting

Forgery

Fraud

Illegal deposit-taking

Robbery involving more than \$10,000.00

Terrorism

Thefts involving more than \$10,000.00

Arms trafficking

Kidnapping

Attachment 2**Money Laundering (Prevention)****BELIZE:****BILL**

for

AN ACT to amend the Money Laundering (Prevention) Act, Chapter 104 of the Substantive Laws of Belize, Revised Edition 2000, to make improved provisions to combat terrorism; to provide for the freezing of funds and other financial assets of terrorists; to facilitate international cooperation in the investigation and prosecution of money laundering offences; and to provide for matters connected therewith or incidental thereto.

(*Gazetted 8th December, 2001*)

BE IT ENACTED, by and with the advice and consent of the House of Representatives and the Senate of Belize and by the authority of the same, as follows:

Short title

1. This Act may be cited as the

MONEY LAUNDERING (PREVENTION) (AMENDMENT) ACT, 2001

CAP. 104

and shall be read and construed as one with the Money Laundering (Prevention) Act, which is hereinafter referred to as the principal Act.

Amendment
of section 2

2. Section 2 of the principal Act is hereby amended by inserting the following definition in its proper alphabetical order:

“terrorism” means the use or threat of action where –

- (a) (i) the action falls within sub-paragraph (b),
 (ii) the use or threat is designed to influence the government or to intimidate the public or a section of the public, and
 (iii) the use or threat is made for the purpose of advancing a political, religious or ideological cause;
- (b) action falls within this sub-paragraph if it –
 (i) involves serious violence against a person,
 (ii) involves serious damage to property,
 (iii) endangers a person’s life, other than that of the person committing the action,
 (iv) creates a serious risk to the health or safety of the public or a section of the public, or
 (v) is designed seriously to interfere with or seriously to disrupt an electronic system;
- (c) the use or threat of action falling within sub-paragraph (b) which involves the use of firearms or explosives is terrorism whether or not sub-paragraph (a) (ii) is satisfied;
- (d) in sub-paragraphs (a), (b) and (c) –

- (i) “action” includes action outside Belize,
- (ii) a reference to any person or to property is a reference to any person, or to property, wherever situated,
- (iii) a reference to the public includes a reference to the public of a country other than that of Belize,
- (iv) “the government” means the government of Belize or of a country other than Belize.

Amendment
of section 11

3. Section 11 of the principal Act is hereby amended as follows:

- (i) by renumbering that section as subsection (1);
- (ii) in subsection (1) as so renumbered, by repealing paragraph (f) and replacing it by the following:

“(f) may instruct any financial institution to take such action as may be appropriate, including the freezing of funds and other financial assets or economic resources of any person or entity, to facilitate any investigation, prosecution or proceeding for a money laundering offence, whether in Belize or elsewhere;”
- (iii) by adding the following as new subsection (2) immediately after subsection (1):

“(2) Every Order made by the Supervisory Authority pursuant to paragraph (f) of subsection (1) above for the freezing of funds or financial assets of any person shall cease to have effect after three clear days from the making of the Order, unless within such period the Supervisory Authority makes an application to a Judge of Supreme Court in Chambers for an order for the freezing of such property, and the application shall be heard by the Court as soon as practicable.

Addition of
section 11A

4. The principal Act is hereby amended by the addition of the following as new section 11A immediately after section 11:

- “Freezing of
funds connected
with terrorism
- 11A. (1) Where the Supervisory Authority has reasonable grounds for believing that the person by, for or on behalf of whom any funds are held is or may be –
- (a) a person who commits, attempts to commit, facilitates or participates in the commission of acts of terrorism,
 - (b) a person controlled or owned directly or indirectly by a person in (a), or
 - (c) a person acting on behalf, or at the direction, of a person in (a),
- the Supervisory Authority may by notice direct that those funds shall be frozen and shall not be made available to any person.
- (2) A direction given under subsection (1) above shall specify either-
- (a) the period for which the direction is to have effect; or
 - (b) that the direction is to have effect until it is revoked by notice under subsection (3) below.
- (3) The Supervisory Authority may by notice revoke a direction given under subsection (1) at any time.

- (4) A notice under subsections (1) or (3) shall be given in writing to the person holding the funds in question ("the recipient"), and shall require the recipient to send a copy of the notice without delay to the person whose funds they are, or for or on whose behalf they are held ("the owner").
- (5) A recipient shall be treated as complying with that requirement if, without delay, he sends a copy of the notice to the owner at his last-known address or, if he does not have an address for the owner, he makes arrangements for a copy of the notice to be supplied to the owner at the first available opportunity.
- (6) Where a direction has been given under subsection (1) above any person by, for or on behalf of whom those funds are held may apply to the Supreme Court for the direction to be set aside; and on such application the Court may set aside the direction.
- (7) A person who makes an application under subsection (6) above shall give a copy of the application and any witness statement or affidavit in support to the Supervisory Authority (and to any other person by, for or on behalf of whom those funds are held), not later than seven days before the date fixed for the hearing of the application.
- (8) Any person who contravenes or fails to comply with the requirements of this section shall be guilty of a money laundering offence and shall be liable to the penalties prescribed in section 6 of this Act."

Amendment
of section 23

5. Section 23 of the principal Act is hereby amended as follows:

- (a) by substituting the words "The Court, Supervisory Authority or other competent authority" for the words "The Court or other competent authority" wherever occurring therein;
- (b) by repealing subsection (5) and replacing the same by the following:
- "(5) Any provisions relating to bank secrecy or confidentiality shall not be an impediment to compliance with this section, when the information is requested by or shared with the court or other competent authority whether in Belize or elsewhere, and any disclosure made in pursuance thereto shall not be regarded as a breach of confidentiality imposed by law or contract;"
- (c) by repealing subsection (6) thereof and substituting therefor the following:
- "The Supervisory Authority may take such action as may be appropriate including the freezing of funds and other financial assets or economic resources of any person to comply with or give effect to a resolution of the Security Council of the United Nations adopted under Chapter VII of the United Nations Charter:
- Provided that if the Security Council takes any subsequent decision which has the effect of postponing, suspending or cancelling the operation of such resolution, in whole or in part, any order made by the Supervisory Authority under this subsection shall cease to have effect or its operation shall be postponed or suspended, in whole or in part, as the case may be, in accordance with that decision."

Addition of new
section 26A

6. The principal Act is hereby amended by the insertion of the following as new section 26A immediately after section 26:

“General
penalty for
non-compliance

26A. Every financial institution or other person who fails to comply with any direction or instruction given by the Supervisory Authority under this Act shall be guilty of an offence and shall, unless a penalty is specifically provided elsewhere, be liable on summary conviction to a fine not exceeding twenty-five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding three years, or to both.”

Amendment
of section 27

7. Section 27 of the principal Act is hereby amended by repealing subsection (1) thereof and replacing the same by the following:

“(1) No prosecution in respect of any offence committed under this Act or any regulations made thereunder shall be instituted except by, or with the consent in writing of the Director of Public Prosecutions or the Supervisory Authority:

Provided that this subsection shall not prevent the arrest, or the issue or execution of a warrant for the arrest, of any person in respect of such an offence, or the remand in custody or on bail of any person charged with such an offence, notwithstanding that the necessary consent to the institution of proceedings for the offence has not been obtained.”

Amendment
of First Schedule

8. The First Schedule to the principal Act is hereby amended by the addition of the following at the end thereof:

- “17. International financial services
 - 18. Accounting services
 - 19. Legal services”.
-